

La FIJ parle de "barbarie" contre la liberté d'expression au Burundi

@rib News, 17/06/2013 La FIJ condamne la persécution des journalistes au Burundi 15 juin 2013 - La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a aujourd'hui vigoureusement condamné et protesté contre le harcèlement et la persécution dont sont victimes au Burundi trois journalistes menacés de révéler leurs sources après l'adoption d'une loi scélératesse par les autorités du pays. Selon l'Union burundaise des journalistes (UBJ), un affilié de la FIJ, Lucien Rukundo journaliste de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB) a été enlevé jeudi après-midi et détenu dans les locaux du service national des renseignements.

Le même jour le parquet de la province de Makamba, à 160 km de Bujumbura, a convoqué le journaliste Evariste Nzikobanyanka de radio Isanganiro pour l'interroger à propos d'un reportage réalisé dans cette province. Un autre journaliste, Janvier Harerimana de la même radio Isanganiro a été convoqué lundi dernier par la police, pour interrogation sur une information publiée par cette radio. « Nous dénonçons cette campagne de harcèlement, d'intimidation et de persécution que les autorités du Burundi ont lancée pour réprimer les journalistes et la liberté d'expression au Burundi », a déclaré Gabriel Baglo, directeur Afrique de la FIJ. « Nous protestons contre ces pratiques rétrogrades et appelons les journalistes africains, le mouvement syndical africain, et les organisations de la société civile africaine à se dresser contre cette barbarie qui se profile contre la liberté d'expression au Burundi », a-t-il ajouté. Le 25 avril dernier l'Assemblée nationale du Burundi avait voté une loi scélératesse contre la protection des sources. Cette loi a été ensuite adoptée par le Sénat le vendredi 19 avril puis promulguée par le chef de l'Etat. Depuis l'adoption de cette législation des agressions en tout genre ont été perpétrées contre des journalistes. Patrick Niyonkuru de la Radio publique africaine (RPA) a été atteint au bras d'une balle tirée sur lui le 27 avril par un policier, et est admis à l'hôpital. Le 25 avril le domicile du journaliste Willy Abagenzinikindi, de la Télévision Renaissance a été attaqué par des personnes non identifiées armées de fusils et de machettes qui ont foncé les portes de la maison. La FIJ salue la mobilisation des journalistes et la société civile du Burundi et les soutient dans leurs actions contre cette loi rétrograde. La FIJ considère l'adoption de cette loi et les attaques consécutives contre les journalistes au Burundi comme un grand recul de la démocratisation dans ce pays. Le Burundi devient un pays où la presse est sous surveillance permanente et la diffusion d'une information pourra désormais conduire le journaliste et son informateur en prison. « La protection des sources est un principe universel sacré en journalisme, et nul ne peut le renier », a également commenté Baglo.